



EUROPE	AMÉRIQUES	HISTOIRE
LES PIGEONS DE PARIS. – Victor del Árbol <i>La Contre Allée, Lille, 2016, 96 pages, 8,50 euros.</i> Né en 1968 à Barcelone, Victor del Árbol s’est fait connaître par ses imposants romans noirs, de <i>La Tristesse du samourai</i> (2012) à <i>Toutes les vagues de l’océan</i> (2015), qui a obtenu le Grand Prix de littérature policière. S’il délaisse ici le thriller, il demeure fidèle au temps long et aux interactions entre passé et présent. Dans une maison isolée d’une région d’Espagne promise au tourisme dans un proche avenir, un vieil homme attend les forces de l’ordre qui vont venir l’expulser. Il se remémore Clío, une femme aimée, perdue et retrouvée avant sa mort. D’origine espagnole, vivant en France, elle lui a légué sa maison sans les formalités d’usage, et ses descendants demandent son expulsion. Ce récit à la première personne est avant tout une métaphore des rapports de l’Espagne avec l’Europe et avec son histoire, celle d’une société traditionnelle découvrant en une ou deux générations la modernité, les ravages qu’elle provoque dans la vie des gens ordinaires, les pertes irréparables qu’elle occasionne sans que ses avantages soient apparents. Il porte ainsi une critique du progrès économique à tout prix et de « <i>l’arrogance de la jeunesse sans mémoire</i> ». CHARLES JACQUIER GÉNÉRATION MAÏDAN. Vivre la crise ukrainienne. – Ioulia Shukan <i>Éditions de l’Aube, La Tour-d’Aigues, 2016, 208 pages, 22 euros.</i> « <i>Sentir les effets de la grande histoire sur des êtres ordinaires.</i> » Partie prenante de la révolte à Kiev qui mit en fuite le président Viktor Ianoukovitch en février 2014, observatrice de son basculement dans la guerre, Ioulia Shukan s’intéresse à l’irruption de la violence dans le quotidien : celui des manifestants qui, à la suite des fractions les plus nationalistes, font le choix de la résistance armée à mesure que la répression se durcit ; celui des personnes déplacées fuyant le conflit de l’est du pays ; celui des bénévoles organisant l’aide humanitaire d’urgence. Loin des cénacles de la politique, cette chercheuse franco-bielorusse rapporte leurs espoirs et leurs peurs, et met au jour les causes profondes des changements. Corruption endémique, autoritarisme, déliquescence des pouvoirs publics expliquent mieux la contestation que les clivages ethnolinguistiques, souvent exagérés par les médias. Son empathie nous place au cœur des événements tels qu’ils ont été vécus par les partisans de la «révolution de la dignité». On ne peut que regretter qu’elle ne se livre pas au même travail d’analyse pour «l’autre camp». SÉBASTIEN GOBERT	IMAGINAIRE PÉRONISTE. Esthétique d’un discours politique, 1966-1976. – Moira Cristiá <i>Presses universitaires de Rennes, 2016, 262 pages, 21 euros.</i> Peu d’hommes d’État ont autant marqué l’Argentine contemporaine que Juan Domingo Perón (1895-1974). Perón incarne un courant politique unique, le justicialisme, qui combine intervention publique, redistribution des richesses et autoritarisme. À l’image des époux Néstor et Cristina Kirchner dans les années 2000, nombreux sont ceux qui se sont revendiqués de lui après sa mort. L’ouvrage traite un aspect jusqu’ici négligé par l’historiographie argentine : la dimension esthétique du discours péroniste, en particulier sa communication visuelle, qui exalte le peuple et la culture populaire. La période étudiée (1966-1976) est celle d’un profond renouvellement du péronisme traditionnel. Une nouvelle génération de militants, issus des «nouvelles gauches» latino-américaines, rejoint le mouvement. Mêlant avant-gardes culturelles et critique sociale, elle donne au péronisme une dimension profondément artistique. RAPHAËL COLLIAUX	TE SOUVIENS-TU DE WEI? – Gwenaëlle Abolivier et Zaü <i>Hongfei, Paris, 2016, 50 pages, 15,50 euros.</i> Fruit de la collaboration entre Gwenaëlle Abolivier (scénario) et Zaü (dessin), cet album retrace l’histoire méconnue des travailleurs chinois envoyés en France entre 1916 et 1918. Pauvres, souvent illettrés, ces jeunes portaient joyeux, avec l’idée de travailler dans de lointaines contrées pour revenir riches dans leurs provinces du nord-est de la Chine. Ils se retrouvèrent à construire des tranchées, à ramasser les morts pour les enterrer, à trimer dans les mines de charbon ou les usines d’armement. En deux ans, ils furent cent quarante mille à débarquer et à vivre dans des campements. Dix mille furent regroupés dans le nord de la France et dans le «corps des travailleurs chinois» sous autorité britannique ; les autres furent répartis sous autorité française sur le territoire national. Beaucoup moururent d’épuisement ou de misère – et sous les bombardements. Dans les années 1920-1930, la France connaît une autre vague d’immigration d’ouvriers et d’intellectuels. Destinée aux enfants, cet album vaut d’être lu par les adultes. M. B. LE SYNDROME DE 1940. Un trou noir mémoriel? – Sous la direction de Gilles Vergnon et Yves Santamaria <i>Riveneuve Éditions, Paris, 2015, 301 pages, 24 euros.</i> Fruit d’un colloque organisé à Lyon, au Centre d’histoire de la Résistance et de la déportation, cet ouvrage collectif témoigne du «<i>trou noir mémoriel</i>» constitué par la défaite de mai-juin 1940. Dans leur avant-propos, les artisans de ce volume soulignent que cette mémoire «<i>peu chargée d’histoire</i>» est «<i>restée largement configurée autour de topoï</i> [stéréotypes], dont certains «<i>cultivés par le cinéma “populaire” français</i>» – la série des <i>Septième Compagnie</i>, par exemple. On y lira avec intérêt combien cette mémoire a habité la vie politique française, aussi bien chez les communistes, les socialistes ou les trotskistes (contribution de Philippe Buton) que chez des personnalités comme M. Valéry Giscard d’Estaing (Gilles Vergnon). Combien, aussi, la présentation des archives en France et en Union soviétique a joué «<i>un rôle-clé dans l’élaboration de mémoires collectives du conflit</i>» (Sophie Cœuré). La richesse des contributions permet d’ouvrir, enfin, les pages d’une histoire de ce «<i>syndrome de 1940</i>». ANNE MATHIEU L’HISTOIRE OFFICIELLE. – Un film de Luis Puenzo. <i>DVD de 152 minutes + livret de 40 pages, distribution Pyramide Vidéo, 25 euros.</i> Trois ans après la fin de la dictature argentine, Luis Puenzo construit en 1985, dans <i>L’Histoire officielle</i>, une fiction qui décrit l’époque de transition du gouvernement de Raúl Alfonsín, lorsque les langues vont se délier sur les années noires. Alicia est professeure d’histoire, mais «<i>ne sait pas son histoire</i>». Elle cherche à la connaître et entre dans ce que Puenzo nomme une tragédie : «<i>Quand tout ce que tu fais va à l’encontre de tes intérêts, mais que tu ne peux pas faire autrement.</i> » En découvrant les liens de son mari, homme d’affaires, avec le pouvoir militaire, l’origine de sa fille adoptive, les tortures subies par une amie, elle peut enfin comprendre ce que lui explique un collègue : «<i>C’est toujours plus facile de croire que c’est impossible. Parce que si c’était possible, il faudrait des complices, et beaucoup de gens qui ne veulent pas croire ce qu’ils ont vu.</i> » Cette œuvre majeure, en montrant les mécanismes qui entretiennent l’oppression plutôt que l’oppression elle-même, rappelle qu’une dictature est avant tout une «<i>maladie collective</i>». PHILIPPE PERSON
ASIE QUAND LES ENTREPRISES CHINOISES SE MONDIALISENT : HAIER, HUAWEI ET TCL. – Geneviève Barré <i>CNRS Éditions, Paris, 2016, 372 pages, 35 euros.</i> Si les investissements chinois à l’étranger sont longtemps restés tournés vers les pays en développement où émergents afin de se procurer des ressources naturelles, ils affluent désormais vers l’Occident. Directrice du développement international Asie-Pacifique à l’École des hautes études commerciales, Geneviève Barré, qui a beaucoup travaillé sur le terrain, décrypte ce processus d’internationalisation et dessine les contours de ce qu’elle appelle la «<i>voie chinoise de mondialisation</i>». Elle analyse les deux phases de cette implantation à l’étranger (de 1982 à 2000, puis à partir de 2001) impulsée par l’État, qui fixe les objectifs à atteindre. Ce sont les plus grosses sociétés qui s’établissent hors de Chine – et donc en majorité des entreprises publiques, même si certaines se sont plus ou moins ouvertes aux actionnaires privés. À partir d’entretiens avec leurs dirigeants, elle dresse de courtes monographies de trois géants, Haier, Huawei et TCL, qui, inconnus il y a quinze ans, occupent les premières places mondiales dans leur secteur (électroménager, téléphonique, électronique grand public), et elle en analyse les méthodes. MARTINE BULARD LEE KUAN YEW. Singapour et le renouveau de la Chine. – Murat Lama <i>Manitoba - Les Belles Lettres, Paris, 2016, 368 pages, 23,50 euros.</i> Difficile d’imaginer plus hagiographique que ce livre consacré au père fondateur de Singapour, décédé l’année dernière. Il n’est pourtant pas dénué d’intérêt, parce qu’il se range sans fausse pudeur derrière la bannière du «<i>despotisme démocratique</i>» au prétexte que la démocratie de type occidental connaît des défaillances – une idée dans l’air du temps. Issu des milieux d’affaires et nostalgique du gaullisme, Murat Lama a les yeux de Chimène pour la réussite économique de la cité-État. Au point de soutenir que c’est l’exemple de l’ancien premier ministre (1959-1990) Lee Kuan Yew qui aurait conduit Deng Xiaoping, dans les années 1980, à engager Pékin sur la voie d’un capitalisme d’État nourri de «valeurs asiatiques» : éthique du travail, éducation morale, confucianisme. Cette thèse est intéressante, mais l’ouvrage comporte trop de points aveugles. Plusieurs travaux critiques ont en effet établi que la discipline sociale, la méritocratie et la laïcité souple tant vantées à propos de Singapour sont des cache-sexe pour le paternalisme et le népotisme de la famille Lee. XAVIER MONTHEÂRD	AFRIQUE AFRIQUE DU SUD. 20 ans de démocratie contrastée. – Collectif <i>L’Harmattan, Paris, 2016, 360 pages, 27 euros.</i> Les récents revers électoraux du Congrès national africain (ANC) signent comme la clôture d’un cycle, ouvert il y a un peu plus de vingt ans avec la fin de l’apartheid. Tirées d’un colloque pluridisciplinaire tenu à Dijon en 2014, les contributions permettent d’y voir plus clair dans les contradictions de la «nouvelle Afrique du Sud». Après avoir longtemps adopté une posture morale, héritée en partie de la lutte victorieuse contre l’apartheid, les gouvernements sud-africains affectent un pragmatisme grandissant au service des intérêts nationaux sur la scène continentale. L’avènement de la démocratie n’a pas remis en cause les structures du capitalisme local ; s’il a modifié la composition de la classe dirigeante, celle-ci prospère dans un décalage total avec la grande majorité de la population. Les tensions sociales, parfois réprimées dans la violence, se développent. L’ouvrage se termine par une étude fine du renouveau des luttes politiques dans un pays qui demeure la première puissance économique du continent. ANNE-CÉCILE ROBERT AFROTOPIA. – Felwine Sarr <i>Philippe Rey, Paris, 2016, 160 pages, 15 euros.</i> Voici un essai sans emphase qui s’attache à anéantir une certaine vision de l’Afrique – notamment celle d’un continent en devenir permanent – et à lui réattribuer ses «<i>potentialités heureuses</i>». Celles-ci, ancrées dans la culture traditionnelle africaine même, rompent intégralement avec les modes de pensée imposés par le modèle occidental. L’écrivain, philosophe et économiste Felwine Sarr, natif du Sénégal, prône le «<i>spécifiquement africain</i>» au service de l’«<i>Afrotopia</i>», définit comme une «<i>utopie active qui se donne pour tâche de débusquer dans le réel africain les vastes espaces du possible et de les féconder</i>». Il prêche la décolonisation du continent à travers une souveraineté intellectuelle absolue, une remise en question de l’idéologie du développement incarnée par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, l’autonomie culturelle ou encore la maîtrise des discours et des représentations. S’appuyant aussi sur les réflexions de certains de ses prédécesseurs, Sarr délivre ce constat avec force : l’Afrique n’a personne à rattraper. KATIA TOURÉ	

DOCUMENTAIRE

Vive la sociale !

B IEN QU’AYANT ESSUYÉ plusieurs décennies d’imprécactions et de diffamation, la Sécurité sociale reste très appréciée des Français. Si les arguments rationnels ne manquent pas pour comprendre cet attachement, il est rare de les retrouver dans la presse ou sur grand écran. Sait-on, par exemple, que les coûts de gestion de l’assurance-maladie ne sont que de 3,7 % ? Rappelle-t-on, par comparaison, que les mutuelles de santé, si chères au président François Hollande, dépensent rien qu’en publicité une proportion plus importante de leur budget (5 %) et affichent des coûts de gestion très nettement supérieurs : 17 % ? Le bilan des assurances est encore plus défavorable, et l’inefficacité des systèmes privés en la matière a été démontrée avec le cas d’école des États-Unis, qui consacrent 16,9 % du produit intérieur brut (PIB) aux dépenses de santé, contre 11 % en France, où l’espérance de vie est pourtant bien supérieure.

Le nouveau film de Gilles Perret rappelle avec clarté tous ces éléments (1). Grâce à des témoignages rares, il permet de mieux comprendre la genèse de l’une des plus belles réalisations collectives de la France moderne. Il donne en premier lieu la parole à l’un de ces nombreux militants syndicalistes de la Confédération générale du travail (CGT) qui n’eurent que quelques mois, en 1946, pour bâtir un édifice dont le budget dépasse aujourd’hui celui de l’État. À 96 ans, Jolfred Fregonara (mort en août dernier) raconte comment l’ambition de l’ordonnance

du 4 octobre 1945, « *organiser rationnellement une société juste et solidaire* », amena les ouvriers à prendre eux-mêmes en main une solidarité collective pour en finir avec la charité et les angoisses du lendemain.

Guidé par l’historien Michel Étiévent, le réalisateur haut-savoyard restitue avec précision le rôle d’Ambroise Croizat, ministre du travail et de la sécurité sociale de novembre 1945 à mai 1947, « *le seul des quatre-vingt-deux ministres du travail de l’histoire à avoir connu la misère* » dans sa Tarentaise natale. Et on ne sait plus s’il faut rire ou pleurer en voyant le ministre «socialiste» François Rebsamen incapable de se souvenir du nom de son illustre prédécesseur. Décédé très jeune, en 1951, Croizat fut accompagné du siège de la CGT au cimetière du Père-Lachaise par un cortège d’un million de travailleurs lors de funérailles rappelant celles de Victor Hugo.

Professeure de sociologie, Colette Bec décrit les succès rapides de cette prise en charge collective des questions sanitaires : en moins de quinze ans, entre 1946 et 1960, la mortalité infantile fut divisée par trois, les hommes gagnèrent plus de cinq ans d’espérance de vie et les femmes plus de six. Dans un ouvrage récent (2), elle revient sur l’intention des pères fondateurs, qui concurent la Sécurité sociale comme une institution de la démocratie sociale « *à venir* », devant permettre de

fonder le cadre de l’émancipation individuelle (3). Elle montre aussi l’entreprise de déconstruction en œuvre depuis 1967, avec la séparation des risques et le premier cadeau offert au patronat, qui s’est vu attribuer la moitié des sièges dans les organismes de gestion, contre un quart précédemment – soit la possibilité de prendre le pouvoir avec le premier syndicat «réformiste» disponible. En avalisant le plafonnement des cotisations, le plan Juppé consacra en 1995 cet artifice de gestion baptisé «trou de la Sécu» qui conduisit à déposséder les Français du principe d’autogouvernement instauré après guerre. À la lumière de ces quelques rappels, on comprend l’urgence d’un enseignement de la Sécurité sociale et de la défense de ce modèle. C’est l’une des propositions rassemblées par un élu local de l’Auvergne (4).

PHILIPPE DESCAMPS.

(1) *La Sociale*, un film documentaire de Gilles Perret, 84 minutes, sortie nationale le 9 novembre, lieux de projection et débats : www.lasociale.fr

(2) Colette Bec, *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie*, Gallimard, coll. «Bibliothèque des sciences humaines», Paris, 2014, 336 pages, 23 euros.

(3) Lire aussi Bernard Friot et Christine Jakse, «Une autre histoire de la Sécurité sociale», *Le Monde diplomatique*, décembre 2015.

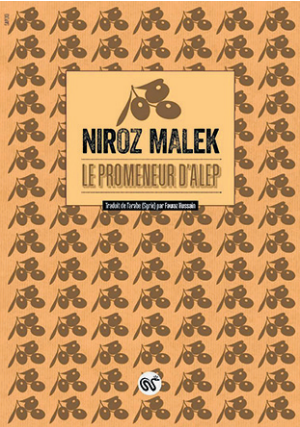
(4) Gaël Drillon, *Sécurité sociale. Un [bien] commun à préserver ?*, Éditions universitaires européennes, Sarrebruck, 2016, 64 pages, 23,90 euros.

LITTÉRATURES

Cendres et lumière

Le Promeneur d’Alep
de Niroz Malek

Traduit de l’arabe (Syrie) par Fawaz Hussain,
Le Serpent à plumes, La Madeleine-de-Nonancourt, 2015, 156 pages, 16 euros.



LE FRACAS des bombes le fait cesser d’écrire. À sa table, l’écrivain entame un dialogue avec lui-même. Doit-il rester ? partir ? « *Tant qu’il me restera un souffle de vie, je resterai chez moi, dans ma maison. (...) Le corps pourrait-il survivre sans âme ? (...) C’est pour cela que je ne partirai pas de chez moi, car il n’y a pas de valise assez grande pour contenir mon âme.* »

« Chez lui », c’est un appartement du quartier de Saladin, à Alep, en Syrie, un « *pays devenu fou* » que l’auteur-narrateur décide pourtant de ne pas quitter. Niroz Malek est syrien, de parents kurdes. Depuis 1970, il a publié huit recueils de nouvelles et six romans. *Le Promeneur d’Alep* est une lumière de fond de gouffre, une voix parvenant d’un monde en perdition, un baume sur une plaie ouverte. Émergeant du chaos, le texte en épouse les contours. Coupures d’électricité, rafales et explosions ont laissé leurs empreintes, morcelant le récit en fragments littéraires, tels des éclats de verre. Niroz Malek fait le portrait d’un pays défiguré.

Ce n’est pas là un texte politique ni un texte engagé, au sens où on l’entend habituellement. Si engagement il y a, c’est par une résistance quotidienne à la mort qui guette à chaque coin de rue. Le narrateur est le témoin d’« *événements [qui] ne peuvent survenir qu’en temps de guerre* », un acteur impuissant du drame qui se joue. Malgré tout, il lutte avec les armes dont il dispose : la poésie, l’humour du désespoir, l’imaginaire, le rêve, l’amour de l’art, l’amour tout court. Des scènes surréalistes révèlent la beauté qu’on pensait ensevelie à jamais sous les corps sans vie : un homme s’enveloppe du drapeau de l’indépendance ; le fantôme d’un mort se promène en plein été sous un parapluie noir ; deux amis ont des ailes et s’envolent pour franchir les barrages, tels les personnages des peintures de Marc Chagall, Don Quichotte devient un guerrier invincible, Sami et Widad s’embrassent au milieu des décombres, le stylo de l’écrivain se met à lui parler...

Et ce stylo nous parle aussi : de ces dessins d’enfant qui ne représentent plus que maisons effondrées et arbres calcinés, des soldats « *aux yeux vides* », des tortures, des ruines. C’est le pays des ombres, des spectres, un pays de nulle part où l’on ne différencie plus les lits des cercueils, les vivants des morts, le cauchemar de la réalité. La Syrie se vide de ses habitants tel un corps de son sang : « *La plupart des connaissances et des amis se sont dispersés, ce sont désormais des expatriés, des bannis, des migrants, des exilés. Et puis, il y a ceux qui sont morts de toutes les manières possibles.* »

Mais l’écrivain n’abandonne pas : « *De retour dans ma chambre, à la lumière des bougies, j’ai continué à écrire sur les gens, la nuit et la guerre.* » C’est le pouls d’un pays tout entier que Niroz Malek s’emploie à faire battre, confiant à Thomas Mann, Hermann Hesse, José Saramago et Alejo Carpentier, les écrivains qu’il admire, ses craintes et ses espoirs : « *Nous contemplons tous les aspects positifs de cette belle vie en face de nous, celle que nous n’avons pas encore menée.* » *Le Promeneur d’Alep* est une marche salutaire sur un chemin de cendres, le souffle poétique d’un être illuminé de l’intérieur : « *Je suis convaincu qu’un jour la lumière jaillira à nouveau de l’obscurité qui s’est abattue sur nous.* »

XAVIER LAPEYROUX.